

Le monarque, les USA et la mondialisation*

par Jean-Marc Pottie

Un article paru dans *Le Devoir* du 15 octobre, «Bouchard, le monarque», n'a suscité comme répliques que des attaques contre mon statut de professeur de science politique à l'université. Je récidive donc, espérant susciter un débat sur ces deux affirmations : l'autoritarisme du gouvernement Bouchard ; l'assujettissement de la stratégie péquiste aux USA et à la mondialisation. L'analyse qui suit part de ce postulat : tout projet national, tout nationalisme — qu'il soit québécois, canadien, autochtone ou autre — n'a aucune valeur en soi ; il doit être jugé à l'aune des valeurs sociales qu'il véhicule, à l'aune des valeurs inhérentes aux pratiques sociales qu'il inspire.

Un gouvernement autoritaire et de droite

Le gouvernement du Parti québécois est un gouvernement autoritaire. Lucien Bouchard est en possession tranquille de la vérité. Il sait ce qui est bon pour le Québec. Bouchard, malgré ses propos lénifiants, refuse de reconnaître la légitimité de tout groupe qui conteste sa façon de voir : organisations syndicales, groupes écologiques, organisations de défense des assistés sociaux, etc. N'a-t-il pas été élu par la majorité ? Ne représente-t-il pas le peuple ? Ne se dévoue-t-il pas pour

* Ce texte a été envoyé au *Devoir* le 4 novembre 1999 dans le contexte qui est évoqué dans l'article. *Le Devoir* a refusé de le publier.

la nation québécoise ? Comme un bon père, il punit ses enfants qui ne respectent pas sa loi — qui est évidemment celle de la Raison — et comme un bon père, il veut être aimé, même de ceux qu'il punit, car punir le chagrine et il le fait pour leur bien.

Le mouvement national n'est pas le gouvernement du Parti québécois, me rétorquera-t-on. C'est exact et ça ne l'est pas. Il faut tenir compte du mouvement national tel qu'il est présentement, et non tel qu'on aimerait qu'il soit ou tel qu'il était dans les années '60 ou '70. Or ce mouvement national est actuellement dirigé par un gouvernement qui, malgré des professions de foi social-démocrate (la rhétorique gagnante), est un gouvernement de droite. Le Parti québécois a, lui aussi, changé : il a plébiscité comme chef — et comme premier ministre — un individu perçu comme le sauveur de la nation, même s'il était conservateur depuis ses études universitaires et même s'il était, par profession, un avocat patronal, s'étant fait connaître comme procureur de la Couronne lors de la tristement célèbre commission Cliche, puis comme négociateur en chef lorsque le Front commun fut écrasé par le gouvernement Lévesque en 1982. Lors du congrès qui l'a plébiscité, personne ne l'a interrogé sur ses préoccupations sociales, personne ne l'a questionné sur ses convictions sociales, son souverainisme faisant foi de tout. Le Parti québécois a changé : il ne s'y trouve pas plus de progressistes qu'en loge le Parti libéral.

Le mouvement national des années '60 et '70 était, en réaction au nationalisme duplessiste, progressiste. Avec Bouchard, on revient au nationalisme conservateur et autoritaire de Duplessis. Ce nationalisme, qui vante le partenariat et le consensus, tend à étouffer tout esprit critique par sa soif d'unanimité.

Tous ne sont pas affectés, mais rares sont ceux qui ne sont pas atteints. Aux dernières élections, nous en étions rendus à choisir entre trois dirigeants de droite : deux conservateurs (Lucien Bouchard et Jean Charest) et un fils spirituel de Reagan (Mario Dumont). Le Québec pluraliste mérite mieux que ça.

Bouchard est l'aboutissement d'un tournant vers la droite amorcé par le Parti québécois dès le début des années '80. Je ne dis pas que tous les torts étaient du côté du gouvernement Lévesque : le mouvement syndical, par son intransigeance, avait aussi rendu très difficile tout compromis. (Je fais mon *mea culpa*...) Se construit alors un écart entre le mouvement syndical et le gouvernement québécois qui n'a jamais été colmaté, malgré des efforts en ce sens d'un certain nombre de leaders syndicaux nationalistes (Clément Godbout de la FTQ, Gérald Larose et Pierre Paquette de la CSN...), qui n'ont obtenu de Bouchard, en échange de leurs efforts, que des mots.

Le gouvernement du Parti québécois cherche très tôt à obtenir l'appui de la bourgeoisie québécoise francophone à son projet souverainiste. Parizeau lance le régime d'épargne-actions (RÉA), qui a permis à certaines entreprises de se développer – dont Cascades des frères Lemaire – mais a dépouillé de leurs sous des milliers de petits épargnants qui avaient fait confiance à des actions dont la valeur marchande avait été artificiellement gonflée. Lors des Sommets de 1996, un sixième des participants, «invités spéciaux du premier ministre Bouchard», proviennent des grandes entreprises privées québécoises. Ces gestes de bienveillance envers la bourgeoisie québécoise deviennent monnaie courante sous le gouvernement Bouchard, sans qu'ils n'affectent le fédéralisme de la majorité des représentants de celle-ci et sans qu'ils n'entament son

opposition à certains aspects de la loi 101. La bourgeoisie, fut-elle québécoise et franco-phone, préfère manger aux deux râteliers (Québec et Ottawa) et opte pour l'ordre fédéraliste contre les désordres inévitables d'un changement constitutionnel. Le gouvernement Bouchard, tout en poursuivant sa politique de séduction de la bourgeoisie, peut, en toute quiétude, tenir la dragée haute aux syndicats : n'a-t-il pas, de toutes façons, l'appui des congrès de la CSN, de la FTQ et de la CEQ à la souveraineté ?

Les USA et la mondialisation

Le gouvernement péquiste manifeste la même servilité face aux USA. Cette attitude se développe sous le gouvernement Parizeau, qui appuie le traité de libre-échange avec les USA, contre les syndicats québécois et canadiens, et contre le mouvement nationaliste canadien. La position de Parizeau est limpide : un traité de libre-échange avec les USA enlèverait à la bourgeoisie canadienne les moyens de chantage économique contre le mouvement souverainiste. Parizeau se félicite de ce traité qui a accru les exportations québécoises vers les USA, oubliant de mentionner la croissance des exportations de l'Ontario vers les USA et une semblable croissance des exportations des USA vers nous, même si le taux de change les défavorise. Cette politique a, de fait, contribué à désarticuler l'économie canadienne, en favorisant l'intégration économique du Québec et du Canada aux USA. En quoi cette politique favorise-t-elle l'indépendance réelle du Québec ? Quel peut être le poids d'un Québec politiquement indépendant, si son économie est davantage intégrée à celle des USA ? Comment pouvons-nous demander — dans une perspective de partenariat — la compréhension par les nationalistes canadiens de notre mouve-

ment national si, par nos politiques, nous favorisons les USA contre le Canada ? Les USA seraient-ils un meilleur partenaire du Québec que ne l'a été et ne l'est le Canada-anglais ?

Les USA dominent le monde. Un Québec indépendant serait-il plus libre face à cette puissance impériale qu'il ne l'est au sein du Canada ? Les USA, appuyés par l'Angleterre, favorisent le libre-marché de tous les produits, y compris les produits culturels. La France, appuyée par le Canada, dont fait partie le Québec, et secondée heureusement par l'Allemagne, s'y oppose. La partie est loin d'être gagnée. Le Québec pourrait-il mieux préserver sa culture spécifique et se défendre contre l'envahissement des produits culturels américains, s'il quitte le Canada ? La stratégie péquiste consiste, par crainte du Canada, à se précipiter dans les bras des USA.

Bernard Landry ne veut pas être en reste avec l'ex-leader de son parti : il demande que la monnaie américaine, qui domine le monde, devienne la monnaie canadienne et québécoise. Les USA laisseraient-ils au Québec, évidemment souverain, un mot à dire dans leur politique monétaire ? Je ne crois pas Landry suffisamment idiot pour nourrir une telle chimère. Malgré ces manifestations répétées d'une volonté d'assujettissement de nos leaders nationalistes, les USA ont maintenu leur position : ils préfèrent avoir un seul voisin au nord de leur frontière.

La tâche prioritaire

Il me semble que la tâche du jour ce n'est pas l'indépendance du Québec, mais c'est de trouver les moyens, sur une base régionale et internationale, de réglementer et de contrôler la mondialisation qui, laissée à elle-même, conduira à des désastres sociaux et

écologiques dont on est encore incapable d'imaginer l'ampleur et l'horreur. Cela exige l'union de toutes les forces progressistes, non seulement du Québec, mais du Canada, des USA et du monde.

Au Québec, pourraient se réunir, sans exclusive, tous ceux qui adhèrent aux valeurs de justice sociale et à la nécessaire subordination des lois du marché (profit, productivité, efficacité...) aux besoins des êtres humains et de notre environnement naturel. Nous pourrions ainsi rejoindre ceux qui, partageant les mêmes valeurs de justice sociale que nous, n'ont pu adhérer à notre mouvement national parce que leur mémoire collective différait de la nôtre : les membres progressistes des minorités culturelles, y compris ceux de la communauté canadienne-anglaise du Québec.

Évidemment, la question nationale ne disparaîtra pas pour autant. La constitution reconnaît comme nations, la canadienne, et toutes les communautés autochtones, dont celles de moins de mille habitants, contre lesquelles s'est construit le Canada. Que la constitution reconnaisse maintenant qu'elles étaient ici avant nous et qu'elles ont des droits, est de toute justice. Cette reconnaissance est peut-être le moyen approprié pour qu'elles reconquièrent leur dignité et sortent de l'état de misère auquel on les a généralement réduites. Mais comment la constitution canadienne peut-elle nier l'histoire du Canada, tissée par les disputes et les ententes de deux peuples, l'un dominé issu de France, l'autre dominant de l'Angleterre, auxquels se sont intégrés et souvent assimilés des immigrants provenant d'Europe, puis d'ailleurs ? Dois-je rappeler que cette constitution est le fruit de trois Canadiens-français (Pierre Elliot Trudeau, son intellectuel organique, Marc Lalonde et son homme de main, Jean Chrétien) qui, par haine du nationalisme québécois, ont

suscité un nationalisme canadien qui reconnaît, du moins officiellement, la langue française, tout en déniaut qu'elle est le fruit d'un peuple, d'une nation ? Mais les Canadiens-français, les Canadiens-français du Québec, les Québécois sont un peuple têtut. Ce n'est pas la première bataille ni la dernière que nous menons pour être reconnus. J'en suis toujours. Mais je ne crois pas que ce soit le combat prioritaire et ne crois plus qu'un autre référendum sur la souveraineté soit l'arme la plus appropriée dans ce combat.